

Envol des Cigognes

**LE LITTORAL
OUEST-AFRICAIN**

Des écosystèmes précieux pour le vivant

La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr
n°40- novembre 2024

Sommaire

- L'éditorial
- A la frontière entre Goudomp (Sénégal) et Bigene Farim (Guinée Bissau)
- Comment tirer parti du changement climatique dans les régions littorales ouest-africaines ?
- Pêche et mobilités sociales sur le littoral sénégalais
- Le prix à payer de l'industrie minière à Boké
- Quelques productions du Grdr sur le littoral ouest-africain
- La vie associative
- L'actualité du Grdr par son président

L'Envol des Cigognes est rédigé par un groupe d'adhérents ou de personnes ressources au Grdr. Les propos ou écrits n'engagent que les auteurs et ne peuvent être considérés comme une prise de position de la part du Grdr.

© crédits photos : JB Russel



L'EDITORIAL



Par Malick Khadra, membre du Bureau du Grdr

Les 15 et 16 mai 2024, le Grdr a organisé un forum sur les écosystèmes du littoral ouest-africain qui a clôturé 10 ans de mise en œuvre de son programme structurant sur la gestion concertée des ressources naturelles dans le sud du Sénégal, en Guinée-Bissau et en Guinée.

Ces dix années ont permis au Grdr et à ses partenaires de se lancer dans un processus d'identification des enjeux territoriaux et d'accompagner les acteurs pour faire face auxdits enjeux de manière durable.

Ce sont ces enjeux et ces actions que l'on retrouve dans ce numéro : on y aborde les questions transfrontalières alors que les échanges et les mobilités sont particulièrement nombreuses à la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. On y aborde ensuite la mangrove qui couvre 10% du territoire de la Guinée-Bissau (proportion la plus élevée au monde !), ou bien les questions minières qui posent de nombreuses questions environnementales et de redistribution. Et bien sûr la filière halieutique, dynamique et emblématique du littoral mais soumise à de fortes pressions.

Ce forum a constitué un moment important de réflexion sur tous les enjeux du littoral ouest-africain à travers des tables rondes, des cafés débats et des expositions. Les présentations ont permis de faire une analyse systémique et prospective riche d'enseignements. Sa réussite tient aux résultats obtenus et au défi de l'avoir organisé dans un environnement multiculturel.

Ce numéro 40 de l'Envol des Cigognes est une opportunité pour partager avec vous certains des défis de cette région magnifique, luxuriante, multiculturelle, riche de sa diversité et de ses jeunesse. Ses écosystèmes précieux à l'échelle planétaire pourraient en réalité constituer un véritable « bien commun » pour l'humanité, dans le respect de la souveraineté des Etats qui la composent. Mais cela ne peut se faire qu'à la condition d'apporter à ces Etats et aux populations qui y vivent, des contreparties plus intéressantes que celles que proposent les grandes multinationales présentes sur ces territoires, notamment celles de l'industrie extractive.

A la frontière entre Goudomp (Sénégal) Bigène et Farim (Guinée Bissau)

Cet article est tiré d'une relecture de l'étude réalisée par le Grdr « A la frontière entre Goudomp (Sénégal), Bigène et Farim (Guinée-Bissau) » a été publié par le Grdr en mai 2023. Il est le fruit d'un travail partenarial et de dynamiques multi-acteurs des deux pays qui ont abouti à la réalisation d'enquêtes qualitatives sur un échantillon de 172 villages (96 localités au Sénégal et 76 en Guinée-Bissau) proches de la frontière.

Le Grdr a réalisé une étude sur les échanges transfrontaliers entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, fort utile pour comprendre les dynamiques transfrontalières (cf. encart ci-dessus).

Dans le cadre de la décentralisation, les collectivités locales ont marqué un fort intérêt pour les processus de coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest, particulièrement entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. L'idée est de développer des cadres de coopération pour une meilleure gouvernance de leurs espaces.

Les frontières : entre fragilités et dynamisme

Les zones transfrontalières sont des zones dynamiques, lieux d'échanges, de partage. Mais ce sont aussi des zones fragiles, où l'insécurité peut se développer rapidement au regard des contextes nationaux. Il y a donc lieu de prévenir les conflits. En effet, selon le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), 60% des victimes de mouvements insurrectionnels se trouvent à moins de 100 kilomètres d'une frontière.

Les zones transfrontalières étant les plus éloignées des capitales, il est plus facile pour les groupes armés de s'y déployer.

Cette région entre Bigène, Goudomp et Farim, a d'ailleurs connu par le passé plusieurs conflits : la guerre de libération de la Guinée-Bissau qui a conduit à l'indépendance (1960-1974), le conflit en Casamance (de 1982 à nos jours), la guerre civile en Guinée-Bissau (1998). Aujourd'hui, cette zone est devenue plus paisible, mais l'instabilité politique récurrente en Guinée-Bissau, les inégalités entre les deux pays, la non-décentralisation de la Guinée-Bissau, le faible niveau de ressources des collectivités locales et la densification de la zone appellent à la vigilance.

Située entre deux cours d'eau (le fleuve Casamance et le rio Cacheu), elle est aujourd'hui devenue attractive notamment grâce à ses massifs forestiers. De nombreuses personnes s'y établissent et y transitent.



Une culture, des langues et des histoires communes, une forte croissance démographique.

Le territoire est constitué à 90% de localités créées bien avant les indépendances, unies à la fois par des liens familiaux et par une solidarité économique et socioculturelle forte. Les mêmes langues véhiculaires sont parlées de part et d'autre de la frontière (mandingue, peul, balante, manjaque, créole, mancagne...). Dans 80 % des localités, on signale des liens matrimoniaux avec des familles établies de l'autre côté de la frontière.



Depuis les indépendances, la croissance démographique est très forte: elle est due d'une part à la croissance naturelle mais aussi aux migrations. Les trois-quarts des déplacements les plus massifs du XXème siècle sont expliqués par des conflits.

Durant la guerre de libération et la crise de 1998, le Balantacouda a été un territoire d'accueil des Bissau-Guinéens, à l'inverse, la crise casamançaise a provoqué des mouvements de populations vers la Guinée-Bissau. Les personnes déplacées ont dû s'intégrer, s'adapter à de nouvelles conditions de vie. L'intégration a été plutôt un succès.

D'intenses déplacements transfrontaliers de courte ou longue durée et de multiples points de passage à la frontière.



Ces mobilités sont motivées par les échanges commerciaux, les raisons sociales (familiales, religieuses), professionnelles, l'exploitation des terres agricoles et des produits agroforestiers (principalement la noix de cajou). Plusieurs localités apparaissent comme des points de passage particulièrement fréquentés.

Le Sénégal a développé une offre d'écoles de proximité, de crèches et d'écoles primaires et secondaires. Si bien que le quart des enfants des localités de Guinée-Bissau sont scolarisés au Sénégal. Il en est de même pour l'accès à la

santé en raison de la qualité et de la diversité des soins. Les mouvements de populations sont également très intenses à la frontière lors des « gamous », moments de commémoration de la naissance du prophète de l'islam et de prières qui polarisent d'importants déplacements dans la région. Ils génèrent ainsi des opportunités économiques et des échanges sources de paix sociale et de prévention des conflits. Ou encore lors des marchés hebdomadaires, les « loumas », qui sont connectés aux flux commerciaux nationaux. On y vend et achète des produits de cueillette transformés (huile de palme) ou non (nééré, fruits du baobab), de l'agriculture (arachide, manioc), de l'élevage (miel, volaille), du poissons frais, etc.. Ces circulations sont réglementées par la CEDEAO depuis 1974 grâce à un protocole sur la libre circulation des personnes et des biens depuis 1974. Mais il est peu connu et de nombreux freins entravent cette libre circulation.

La noix de cajou, une ressource clé pour les travailleurs saisonniers

L'anacarde est la première production agricole, aussi bien dans le département de Goudomp au Sénégal que dans la région de Cacheu et d'Oio en Guinée-Bissau. Les saisonniers se déplacent dans la zone au moment de la cueillette qui a lieu d'avril à juillet. Au cours de ces trente dernières années, la culture de la noix de cajou s'est développée au détriment des autres cultures de zones forestières et occupe les deux tiers des surfaces cultivées.

Les mouvements de saisonniers sont également recensés pour les cultures d'arachides, de sésame, de fruits de baobab et de néré, d'agrumes, etc.... Les marchés locaux sont très dynamiques et permettent les échanges de produits agricoles et d'élevage (bovin, caprin, porcine, ovin, volailles), notamment à l'occasion des loumas.



L'exploitation des ressources forestières, entre pression et conflits.

Les conflits fonciers sont fréquents en particulier dans les zones forestières. La zone est maillée de forêts classées, de forêts communautaires et de forêts « sacrées » que les habitants défrichent régulièrement par abatis-brulis, n'ayant pas toujours connaissance des statuts de ces forêts. Plusieurs facteurs de division apparaissent alors.

Les mouvements de populations du Sénégal vers la Guinée-Bissau suite au conflit casamançais sont par exemple source de conflits fonciers à cause de l'extension des vergers d'anacardiens et la mauvaise maîtrise des frontières par les habitants qui s'implantent de part et d'autre de la frontière.

De nombreuses initiatives collectives formelles et informelles permettent de faciliter les relations entre populations des deux pays (par exemple création d'une organisation communautaire reconnue pour raffermir les relations entre les habitants en Guinée-Bissau, mise en place de comités de gestion de la paix dans les deux pays, délimitation de vergers d'anacardiens avec le chef de village), etc.

Le vol de bétail est également une problématique importante. C'est même une pratique ancienne valorisée socialement, voire même considérée comme un acte de bravoure. Et elle a tendance à réapparaître ces dernières années malgré les mesures préventives qui ont été mises en place.

Des perspectives en demi-teinte.

Le territoire a prouvé sa capacité de résilience au regard des différentes crises politiques du passé. Cependant, il demeure une grande disparité entre la Guinée-Bissau et le Sénégal en ce qui concerne l'accès aux services de base (éducation et santé). Il est très probable que la population continue à croître et cela va aggraver les conflits fonciers. Il faudrait davantage diversifier les productions agricoles afin d'éviter une trop grande dépendance de la zone à l'égard des variations des cours mondiaux.

Par Elisabeth Muller, membre du Conseil d'administration



Comment tirer parti du changement climatique dans les régions littorales ouest-africaines ?

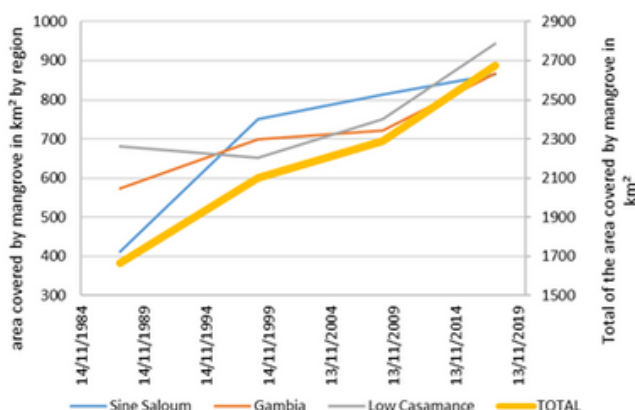


Interview d'Olivier Ruë, géographe des littoraux en Afrique de l'Ouest, et compagnon de route du Grdr

Quel est l'impact du changement climatique sur le littoral ouest-africain ?

Le niveau des océans s'élève de plus en plus vite. De nombreux deltas dans le monde vont être progressivement submergés. En revanche, dans les estuaires, les rias, les fjords et autres vallées côtières déjà envahies par la mer depuis plusieurs milliers d'années et affectées par le mouvement des marées vont voir, dans les décennies à venir, l'eau de l'océan se mélanger de plus en plus avec l'eau des rivières. Cela augmentera la proportion de sédiments et l'enrichissement biologique des écosystèmes au bénéfice des marais et des zones inondables qui les bordent.

Or, l'espace sous-régional des « Rivières du Sud » détient un record, celui du nombre d'embouchures estuariennes rapporté à la longueur de son linéaire côtier. Cette côte ouest-africaine située entre 8 et 14° de latitude, qui s'étire en arc convexe vers l'océan, entre le Siné Saloum et la rivière de Bentley (en Guinée), compte plus de 30 embouchures sur 700 km, soit une embouchure tous les 23 km en moyenne ! C'est un record mondial d'interpénétration de terroirs amphibies, estuariens, halieutiques, et de terroirs continentaux. Ces paysages d'embouchures, dominés par les mangroves, constituent, par leur productivité, un milieu unique de ressources vivantes littorales entre Sénégal et le Sierra Léone. Comme dans un nombre croissant de littoraux du monde on assiste ici,



au redéploiement de la mangrove par reboisement pour 5% des surfaces et par régénération naturelle, pour plus de 90%. Cela s'explique selon moi par l'effet de l'élévation du niveau de la mer, et par l'augmentation des précipitations depuis plus de vingt ans.

Extension de la mangrove au Sénégal et en Gambie (Fent et al., 2019)

En quoi la mangrove est une ressource majeure pour la biodiversité ?

Outre la productivité primaire exceptionnelle des mangroves, le milieu estuarien se caractérise par de multiples services écosystémiques de nurserie, de nourricerie, d'habitat, de séquestration durable de carbone, d'oxygénation des eaux, de libération de bicarbonate (essentielle pour compenser l'acidité marine croissante). L'élévation du niveau marin dans les estuaires à mangrove ouest-africains va donc, toute chose égale par ailleurs, augmenter la productivité primaire des mangroves sa biodiversité et l'efficacité des services rendus par l'écosystème.



Comment les habitants des zones littorales ouest-africaines s'adaptent-ils à ces évolutions ?



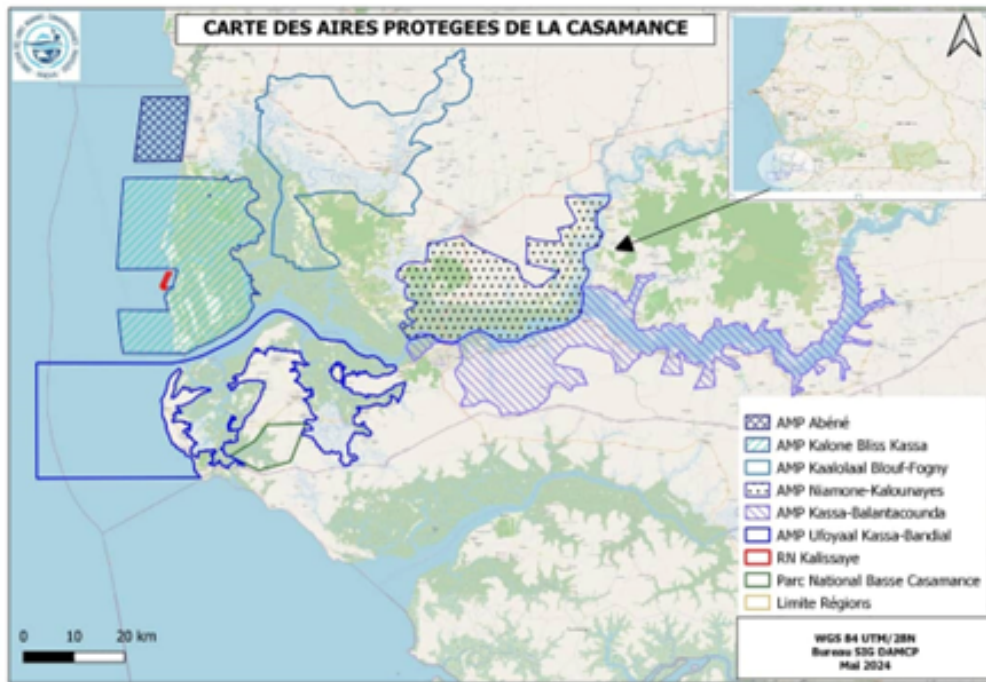
Cette région constitue un espace d'activités multiples (pêche, pisciculture, saliculture, riziculture, apiculture, arboriculture, maraîchage etc. Et donc un espace de valorisation intégrée des terroirs aquatiques et continentaux. C'est cette pluriactivité qui a garanti depuis des siècles la robustesse économique de cette région littorale.

C'est donc une région où l'élévation du niveau marin, le confinement estuarien et la productivité biologique exceptionnelle des mangroves peuvent générer une augmentation du potentiel de production de ressources alimentaires de qualité face à l'augmentation des crises de malnutrition qui affectent de plus en plus la sous-région ouest-africaine.



En raison de la richesse halieutique de la zone côtière ouest-africaine, liée notamment à la production de carbone bleu (herbiers sous-marins et mangroves), on assiste depuis 10 ans à une crise majeure de la pêche côtière. La surexploitation de ses ressources par des flottes étrangères, souvent illégales, en compétition avec les flottilles artisanales locales provoque une crise de la pêche que les gouvernements des Etats ne semblent pas pouvoir maîtriser. A la différence de ces zones maritimes côtières exposées à la surexploitation halieutique, ces espaces aquatiques intérieurs, les rias et estuaires à mangrove, sont dorénavant protégés.

Comment sont-elles protégées ?



En Casamance les aires protégées, qu'elles soient nationales ou communautaires, tendent à couvrir la majeure partie des espaces littoraux. La Guinée-Bissau est déjà couverte d'aires protégées sur 26 % de son territoire. La multiplication des Aires Marines Protégées (AMP) démontre que les populations et les administrations se mobilisent et s'engagent de plus en plus, surtout depuis 2018, pour protéger, valoriser les ressources de ces «paysages de marée» et des écosystèmes continentaux adjacents à ces milieux amphibies.

Par leur multiplication, par l'implication croissante des populations, mais aussi par la diversification des activités génératrices de revenus, les aires protégées constituent une nouvelle trame territoriale de gestion durable des milieux et ressources naturels des écosystèmes estuariens. Tout se passe comme si prenait corps la prise de conscience des populations, tant des limites d'usage des écosystèmes que des potentialités économiques d'une gestion écosystémique de leurs ressources.

Ces effets positifs ne doivent pas occulter les effets de l'agressivité croissante des humeurs de l'océan comme l'augmentation de la fréquence des tempêtes sur la côte. C'est préoccupant en raison de la fragilité et de la vulnérabilité des systèmes dunaires (seule armature de la côte). Inéluctablement le trait de côte reculera dans les décennies à venir, les installations humaines aussi.

Comment ces Aires Marines Protégées vont-elles s'articuler avec les « anciens territoires », notamment dans les communes ou les sections en Guinée-Bissau ?

L'enrichissement du milieu ouvre un nouveau champ potentiel d'innovations en matière de cultures marines enracinées dans les pratiques et savoirs ancestraux des sociétés locales.

Le Grdr, par sa double expérience de valorisation des systèmes de production littoraux et d'accompagnement de territoires est, je crois, l'association de solidarité internationale la mieux placée pour coordonner les dynamiques territoriales qui permettent de valoriser durablement ces milieux et leurs pratiques patrimoniales uniques.

Propos recueillis par Jean-Marc Pradelle, président du Grdr

Pêche et mobilités sociales sur le littoral sénégalais



D'après le rapport « Les pêcheurs sénégalais contraints à l'émigration » de Sylvain Jamet sur l'émission « C'est pas du vent » diffusée sur Radio France Internationale, Grdr, 2020.

L'écume de mer s'échoue à coup de vagues sur la côte et se heurte aux pirogues qui viennent de débarquer. Dans le ventre de l'embarcation, des kilos de poissons pêchés destinés à la vente et à la consommation locale, mais aussi à la transformation et à l'exportation.

Au Sénégal, la filière de la pêche représente 16 % des recettes d'exportation et est l'une des principales rentrées de devises. On y compte environ 86 000 pêcheurs et 600 000 personnes qui en vivent : pêcheurs, porteurs de caisse, travailleurs des fours à bois, propriétaires des fours, commerçants. Parmi ces travailleurs, hommes et femmes, nombreux sont ceux venus de l'intérieur ou de pays de la sous-région (Guinée, Burkina, Mali, Côte d'Ivoire...). Les hommes peuvent gagner là de quoi envoyer de l'argent à leur famille, tandis que les femmes assurent leur indépendance financière ou un complément de revenus familiaux.

La surpêche et l'épuisement progressif des stocks de poissons

Omar Kane est originaire de Joal, port de pêche artisanale du Sénégal, à 120 kms au sud de Dakar. Il a quitté Joal, où tout tourne autour de la pêche, et travaille aujourd'hui en Bretagne sur les chalutiers français. Il est parti à l'aventure, pour avoir un meilleur salaire, mais aussi poussé par l'épuisement progressif des ressources halieutiques dans les eaux sénégalaises. De passage à Joal pour rendre visite à sa famille, il se rappelle de l'époque où il y était pêcheur, jusqu'en 1992 lorsque le port a modernisé ses activités. Il observe qu'il y a beaucoup plus de pirogues maintenant qu'à cette époque, et qu'il y a moins de poisson. Aujourd'hui, l'activité du port concerne aussi bien les petites pirogues, qui utilisent le filet, que les grandes pirogues de 22 à 24 mètres. Sur la plage on observe plein de petits métiers liés à la pêche : porteurs de caisse, conducteurs de charrettes qui transportent le poisson derrière la ville et le déposent sur des tables, où des femmes les trient avant de les mettre dans les fours à bois pour les fumer. Les poissons fumés sont ensuite décortiqués puis emballés dans des grands sacs, qui sont chargés dans des camions et transportés vers les pays de la sous-région.

Un exode de populations vers la côte

La majorité de ces travailleurs ne sont pas originaires de Joal. Environ huit sur dix habitent ici depuis plusieurs années, mais en général ils sont venus pour travailler, d'abord comme saisonniers, faisant des allers-retours; puis, avec l'argent économisé, ils ont pu acheter un terrain et construire une maison, avant de faire venir leur famille. Mais cet exode des populations de l'intérieur et de la sous-région vers la côte a fait exploser le nombre de pirogues sur les plages du Sénégal. Les quotas ne sont pas respectés. «A Joal, en 1966, nous étions 6 000 pêcheurs, en 1988, 18 000, et maintenant on est 54 000. Il y avait moins de pirogues, moins de population, moins de commercialisation.

commercialisation. Même l'Etat sénégalais pensait que les ressources étaient inépuisables. Tout le monde pensait qu'on pouvait continuer de pêcher autant qu'on voulait», souligne Omar Kane. «Mais la taille des pirogues augmentait, le matériel de pêche s'améliorait, les accords de pêche se multipliaient... tout le monde se ruait sur la pêche. Il y a eu la sécheresse, tout le monde s'est rué encore davantage sur la pêche, pour être certain de s'alimenter. La pêche s'est détériorée et il y a eu de moins en moins de poissons. En 1994, la dévaluation a entraîné le triplement du prix à l'exportation. Les gens se sont jetés sur les sous-espèces: les seiches, les poulpes et autres, pour avoir de l'argent. Aujourd'hui, même les espèces comme la sardinelle sont menacées! ».

En effet, la sardinelle n'approvisionne pas aujourd'hui que le marché local. Cette espèce a d'autres utilisations: les Russes et les Asiatiques sont présents, et avec leurs bateaux transformés en usine de farine de poisson ils contribuent à épuiser cette ressource.

Tous les techniciens s'accordent à reconnaître que le stock de poissons est en voie de disparition. Les anciens accords n'étant plus renouvelés, ces utilisateurs étrangers ont décidé de construire des usines de farine de poisson sur le littoral. Ils achètent le poisson pêché et le transforment en farine. «Ce qui est dangereux, c'est que ces sardinelles transformées en farine, au lieu d'être consommées sur place, vont être acheminées en Europe ou en Asie pour nourrir le bétail: au lieu de nous alimenter, ces sardinelles nourrissent leur bétail», commente Omar Kane.



Des initiatives locales pour remédier au déclin des stocks de poissons



Cependant, des initiatives locales ont été prises pour tenter d'inverser la courbe du déclin des stocks de poissons. Les jeunes capitaines des pirogues de Joal se sont rendu compte que la sécheresse avait fait disparaître une partie de la mangrove. Ils ont tenté de la régénérer et d'en doubler la surface. Ils se sont dit qu'en tant que pêcheurs, ils devaient non seulement se consacrer à la pêche mais aussi contribuer à l'habitat des poissons. En 2020 on comptait 29 espèces de poissons qui s'y reproduisaient. Il est interdit d'y pêcher et, en même temps, on reboise. Mais ce n'est qu'une petite initiative face à un problème majeur: la disparition des stocks de poissons. Les pêcheurs de la côte sont contraints de partir de plus en plus loin, dans les eaux territoriales gambiennes ou guinéennes. Ici, la pêche leur permet tout juste de couvrir leurs frais.



Ibrahima Cissé, responsable de la campagne «océan» de Greenpeace Afrique commente cette situation: il explique qu'il a interpellé le nouveau ministre sénégalais de la pêche pour obtenir une meilleure gestion sous-régionale des stocks de poissons et protéger davantage les intérêts des populations; le problème des usines de poisson ainsi que la question de la pêche illícite ont été évoqués. Mais les efforts consentis par l'Etat restent insuffisants.

Aujourd'hui, les ressources halieutiques ne peuvent pas être gérées sans tenir compte des besoins des populations et de la biodiversité. Dans cet objectif, Greenpeace propose de ne plus octroyer de permis pour les usines de poisson et de suspendre les approvisionnements de celles qui fonctionnent sur la côte, pour les remplacer notamment par l'utilisation des déchets des usines agro-alimentaires, comme cela se faisait auparavant.

Par Cécile de Rouville, membre du Grdr

l'impact de l'industrie minière à Boké

NDLR : les photos des mines de cet article ont été prises à Canchungo et non pas en Guinée. En l'absence de stocks de photos sur le secteur minier à Boké, nous avons utilisé celles de Canchungo pour les besoins esthétiques de la mise en page.

Située sur la côte maritime de la Guinée, Boké s'étend sur une superficie de 334 km². Cette commune est localisée dans la partie nord-ouest de la Guinée appelée Guinée maritime, et plus particulièrement en pays Baga. Les natifs qui ont construit Boké sont d'abord des Landoumas. Les Landoumas, dont la langue s'apparente au Baga-Sitemu, se sont installés sur le plateau de Boké, s'étendant jusqu'en Guinée-Bissau au nord et s'approchant des plaines du Rio Kapatchez au sud. L'économie guinéenne est étroitement tributaire du secteur minier.

En 2018, les produits miniers représentaient 90 % des exportations totales de la Guinée et 22 % de son PIB (2021, Rapport du FMA n° 21/147). A Boké, les conditions des gisements bauxitiques ont suscité l'intérêt de nombreuses multinationales. La Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), installée depuis 1963 a une production annuelle en minerai brut de 18 millions de tonnes en 2021. La Société Minière de Boké (SMB) 2015 a produit 36 millions de tonnes en 2018.

Le coût environnemental et social de l'extraction minière

La Guinée se présente ainsi comme un «eldorado de l'Afrique de l'Ouest». Paradoxalement le miroir d'une richesse pour les populations se fissure dès lors que la pauvreté gagne du terrain sur Boké. L'exploitation des mines dans ces zones, crée des impacts négatifs sur l'environnement. Les difficultés d'accès à l'eau potable, dues à la pollution des nappes phréatiques sont préoccupantes dans un contexte de déficit pluviométrique. Et la pollution générée par l'exploitation des mines retire à l'agriculture ce qu'il y a de plus précieux: l'eau. Le «paradoxe de l'eau et du diamant» théorisé par les économistes tue à petit feu l'agriculture sans offrir aux producteurs locaux les contreparties équivalentes pour l'exploitation de la bauxite.



En mai 2022, le premier colloque international «Mines et Société» organisé par l'Institut Supérieur des Mines et Géologie de Boké, a regroupé des sommités de plusieurs pays (Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Canada, Maroc, Ouzbékistan) pour débattre de «l'exploitation minière et du développement durable dans l'Afrique émergente».

Plusieurs aspects de l'activité minière et son impact sur l'environnement des Etats ont été examinés, discutés et commentés pour arriver à la conclusion qu'en Afrique, les maux sont les mêmes de la Guinée au Burkina Faso.

Le déplacement massif de main d'œuvre qui vient travailler dans ces mines accroît les besoins en services de base (électricité, santé, logement, eau...). Les droits humains des peuples traditionnels sont peu respectés. Les populations paient au quotidien un «prix social» hautement élevé allant de leurs droits fondamentaux à la destruction environnementale de leur cadre de vie.

Les apports financiers, matériels et équipements fournis par l'industrie minière, notamment dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) sont indispensables aux communautés locales. Mais ces contreparties apparaissent aujourd'hui comme étant clairement insuffisantes au regard de tous les effets négatifs de l'exploitation minière qui pose de nombreux et graves problèmes sociaux (délinquance, déscolarisation, conflits communautaires, etc....) environnementaux (dégradation des sols cultivables, pollution et tarissement des ressources en eau, disparition de la flore et de la faune, etc.) et sanitaires (les maladies épidémiologiques et sexuellement transmissibles, les accidents de travail etc.).



La gestion des conflits entre l'industrie minière et les communautés locales au cœur des priorités territoriales de Boké

Les communautés locales font de plus en plus connaître leur mécontentement. Les échanges entre le Grdr et les communautés locales ont fait ressortir qu'il s'agit là d'une priorité territoriale claire dans la commune urbaine de Boké et les communes rurales environnantes. Raison pour laquelle le Grdr a mis en place des dispositifs pour faciliter le dialogue. En effet, les communautés ignorent les moyens de recours légaux dont elles disposent pourtant. Le manque de ressources de l'Etat guinéen fait que la question de la médiation sociale repose en grande partie sur des ONG locales pas toujours outillées et armées pour équilibrer ce dialogue.

Le Grdr essaie donc d'apporter des réponses, à son niveau, en organisant des « thé-palabres » pour désamorcer les tensions et tenter de trouver des solutions.

Car sans rêve tout s'écroule. Et tout rêve a un coût. Un coût en capital humain pour permettre à Boké de se développer sans compromettre l'avenir de ses enfants. La Guinée a un besoin urgent de développer sa formation pour profiter de son développement économique. Un coût en mobilisation des moyens législatifs et réglementaires pour assurer à la fois l'exploitation de ses ressources minières et le bien-être de ses populations.

Par Daouda Ndiaye, vice-président du Grdr



10 ans d'activités sur le pôle littoral



Pendant 10 ans, le Programme de Gouvernance Concertée des territoires du Littoral (PGCL) qui vient de s'achever, a structuré notre action sur le littoral.

La question des relations entre usagers des ressources naturelles sur le littoral ouest-africain (Sénégal, Guinée-Bissau et Guinée) était au cœur de ces activités.

Ce programme a notamment contribué à :

- La mise en place de 6 structures de gouvernance locale (par exemple de gestion des déchets à Canchungo, accès à l'eau et assainissement à Boké, gestion des ressources halieutiques du Soungrougrou...)
- Plus de 20 actions d'aménagement du territoire ou de planification
- 2 politiques alimentaires territoriales (Ziguinchor et Boké)
- Un centre de ressource en ligne, « Les rivières du Sud » à laquelle ont accès 4000 étudiants et 128 chercheurs
- Une plateforme nationale des paysages de mangrove (Guinée-Bissau)
- 3 documents stratégiques de gestion des écosystèmes de mangrove
- 1 communauté d'apprentissage de pratique et de réalisation composée de 24 gestionnaires de 4 aires marines protégées
- 1 espace de dialogue transfrontalier entre la Guinée-Bissau et le Sénégal
- L'appui à 4000 entreprises agro-sylvo-haliopastorales

Les principales ressources produites dans le cadre du PGCL

La mallette pédagogique «Rio Terra» est un outil ludique et participatif pour transmettre, discuter et interroger les enjeux des littoraux du Sénégal à la Guinée-Bissau tels que la mangrove, la palmeraie, l'érosion côtière, les questions urbaines avec Canchungo, la filière halieutique, etc. 10 ans de recherche action dans une petite mallette simple d'accès pour les jeunes et les moins jeunes.

«Trois enjeux et défis du littoral ouest-africain» - Ce story-map [en ligne](#), édité en 2021, propose une analyse des enjeux liés aux ressources naturelles, à l'emploi et aux mobilités humaines dans les territoires concernés par l'activité du Grdr.

«Un littoral en mouvement» - est le fruit d'un travail collégial entre l'Université Assane Seck de Ziguinchor et l'IRD, le Grdr, etc. et opérateurs de terrain (Grdr notamment), membres du Laboratoire Mixte International Patrimoines et Territoires de l'Eau (IRD, UGB). Il contribue à renouveler le regard sur cette région transfrontalière et à faciliter le dialogue à différentes échelles de gouvernance territoriale.

«Canchungo, pôle urbain en devenir» donne à voir les dynamiques de la croissance urbaine au cours des décennies écoulées, analyse les mutations du territoire et les évolutions de l'offre de services et des fonctions urbaines. Fruit d'une (co)production de données inédites, elle s'appuie sur des enquêtes de terrain, des ateliers de concertations et des entretiens avec les acteurs et usagers de la ville.

«Le système alimentaire de Ziguinchor» décrit la diversité et les caractéristiques de l'environnement alimentaire dans lequel s'approvisionnent et consomment les ménages de Ziguinchor (Sénégal), ainsi que leurs pratiques d'approvisionnement et de consommation alimentaire. Elle met en évidence le dynamisme et la densité du commerce de détail alimentaire dans cette ville.

Mais aussi le webinaire «les jeudis du littoral», le documentaire «Entre-terre et mer, les défis de l'exploitation durable des ressources naturelles», le centre de ressources virtuelles des rivières du sud, la géo-data base de la mangrove en Guinée-Bissau...

... Et pleins d'autres articles, interviews, activités, ressources que vous retrouverez dans le chapitre 2 de notre dernier rapport d'activité (à partir de la page 36).



Vie associative

Trois nouveaux administrateurs ont rejoint le Conseil d'Administration en juin dernier :



Al Ousseynou CISSOKHO cumule une enrichissante expérience professionnelle transversale acquise au cours des seize dernières années comme assistant communautaire des communautés rurales de Dougue puis Goumbayel dans les départements de Bakel et de Goudiry dans la région de Tambacounda. Depuis juillet 2014, il est secrétaire municipal de la commune de Goumbayel. C'est un militant actif du mouvement associatif local, national. Il a été membre du bureau du Conseil National de la Jeunesse du Sénégal de 2007 à 2016. Il est également membre du bureau exécutif du forum civil, la section de Transparency International au Sénégal et président de l'association Xeer Kille qui signifie le chemin du développement durable.



Hamidou DIA est né au Sénégal, dans la région de Saint-Louis. Après des études supérieures à Dakar, à la Faculté des Sciences juridiques et politiques et au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop, il a poursuivi ses études en France avec un doctorat en sociologie. Il est ensuite rentré à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) où il mène des recherches en France et en Afrique de l'Ouest autour des questions de mobilités, d'éducation, de savoirs en lien avec les familles et les religions.



Mamadou FADE a déjà été administrateur du Grdr et connaît bien le Grdr depuis plus de 20 ans. Il est également membre du COS de Bakel. Il est acteur de développement depuis 1993, année au cours de laquelle il a été facilitateur du stage d'animateurs coorganisé par le Grdr et le Centre Européen de Formation Professionnelle de Bakel. Depuis lors, il propose des actions d'appui-conseil à la base et d'accompagnement des initiatives de solidarité pour le développement à travers des actions menées par la diaspora.

L'actualité du Grdr

Dans le précédent Envol des Cigognes diffusé en avril 2024, j'évoquais le dynamisme du Grdr dans tous les territoires. C'est bien sûr toujours le cas, je vais y revenir. Il était également question d'un « contexte préoccupant »... Le moins que l'on puisse dire est que l'horizon ne s'est pas beaucoup éclairci depuis lors.

La situation politique inédite en France positionne l'extrême droite en arbitre du jeu politique, avec de fortes inquiétudes quant aux orientations du nouveau gouvernement sur la politique migratoire. Une austérité budgétaire est annoncée qui nous oblige à anticiper une seconde baisse de l'Aide Publique au Développement française après celle du début d'année. Nous en tiendrons compte dans le cadre d'intervention stratégique pour 2025-2030 que nous élaborerons dans les prochains mois et qui sera présenté à la prochaine Assemblée générale du 28 juin 2025 (à vos agendas!). Nous y mettrons toujours plus l'accent sur les apports positifs des migrations, pour les sociétés d'origine comme pour la société française. Beaucoup de nos concitoyens en sont également convaincus! Il faut faire obstacle aux messages xénophobes et racistes qui occupent une place démesurée dans les médias et les discours.

L'activité se poursuit dans les territoires du pôle Sahel, en Mauritanie, au Sénégal et au Mali (même si elle est pour l'instant réduite dans ce pays). Le programme ciblé sur la jeunesse, Graine de Citoyenneté, est maintenant à plein régime en Mauritanie: la préparation de la prochaine Assemblée plénière (21-22 novembre) bat son plein et mobilise les équipes et les partenaires. Nous agissons également en Tunisie et en Algérie, en prenant bien en compte les contextes sensibles. L'évènement du 16 novembre aux Amarres (Paris XIII) a marqué un temps fort de valorisation du rôle des membres de la diaspora tunisienne et de leurs associations, aussi bien en Tunisie qu'en France.

Sur le pôle littoral, qui fait l'objet de ce numéro de l'Envol des Cigognes, nous espérons bien mobiliser de nouveaux financements pour poursuivre l'action entreprise au cours des dernières années. Plusieurs programmes sont en cours de validation ou de lancement en Guinée Conakry. Le Grdr réorganise les équipes concernées.

Comme toute entreprise, le Grdr doit également adapter ses modes de management. Le Grdr est présent dans 8 pays, il emploie 120 salariés auxquels s'ajoutent des volontaires de solidarité internationale, des alternants, des stagiaires. Parmi eux, beaucoup de jeunes, notamment en France, ce qui est un bon signe pour l'avenir mais qui exige aussi de moderniser les modes de management. C'est à quoi la direction s'est attelée, en faisant réaliser un diagnostic « Santé et Qualité de Vie et Travail » et en préparant un plan d'action pour intégrer ces problématiques au cœur du Cadre d'Intervention Stratégique (CIS) 2025-2030 (dialogue social, management et leadership, formation...). Le chantier « Vers une Direction solidaire » aboutira à une clarification des rôles et périmètres de chacun au sein de la direction et renforcera le management interne.

Rappelons enfin, que le Grdr a réussi la clôture des comptes 2023. Il consolide un peu plus ses fonds propres. Une autre bonne nouvelle!

Par Jean-Marc Pradelle, président du Grdr



Gndr
Migration - Citoyenneté - Développement